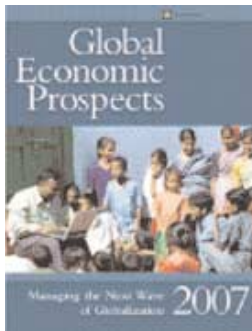


## LES PERSPECTIVES DE CROISSANCE DE L'ÉCONOMIE MONDIALE :

**De bonnes perspectives mais en prêtant plus attention aux pressions qu'engendre la mondialisation au plan environnemental et social**



**L**a mondialisation pourrait faire progresser les revenus moyens dans le monde à un rythme plus rapide dans les 25 années à venir qu'au cours des 25 dernières années, indique la Banque mondiale dans un nouveau rapport, rendu public le 13 décembre dernier, et les pays en développement joueront un rôle central à cet égard. Cependant, cette phase de mondialisation devra malgré tout être gérée soigneusement, faute de quoi elle pourrait s'accompagner d'un creusement des inégalités de revenus et de pressions potentiellement graves sur l'environnement. Selon l'édition 2007 des Perspectives pour l'économie mondiale de la Banque, intitulée Gérer la prochaine vague de mondialisation, les pays en développement atteindront cette année un niveau de croissance quasi record de 7 %. Et bien qu'il faille s'attendre à un ralentissement en 2007 et en 2008, cette croissance restera probablement supérieure à 6 %, soit plus du double de celle des pays à revenu élevé, laquelle devrait s'établir à 2,6 %. Considérant l'incidence qu'aura

la mondialisation sur les perspectives des 25 prochaines années, le rapport trace un scénario de base qui verra l'économie mondiale progresser de 35 000 milliards de dollars en 2005 à 72 000 milliards en 2030. "Cela n'est jamais qu'une légère accélération de la croissance mondiale comparé aux 25 dernières années, mais les solides performances des pays en développement en sont plus que jamais l'élément moteur", a tenu à souligner Richard Newfarmer, principal auteur du rapport et conseiller économique au Département du commerce de la Banque mondiale. "Et s'il est vrai que les chiffres exacts finiront sans aucun doute par être différents, les tendances sous-jacentes sont relativement hermétiques à tous les chocs, si ce n'est les plus sévères ou perturbateurs d'entre eux." La période d'expansion soutenue et généralisée ainsi envisagée pour les pays en développement aurait un effet significatif sur la pauvreté mondiale, comme le fait observer François Bourguignon, économiste en chef et premier vice-président de la Banque mondiale pour l'économie du développement : "Le nombre de personnes ayant moins de 1 dollar par jour pour vivre pourrait être réduit de moitié, de 1,1 milliard actuellement à 550 millions en 2030 ", a-t-il déclaré à ce sujet. "Mais certaines régions, notamment l'Afrique, courent le risque de rester à la traîne. Et, de plus, les

inégalités de revenus pourraient s'accroître dans bien des pays, venant ainsi s'ajouter aux craintes actuelles concernant les inégalités entre pays."

Le commerce mondial des produits et services pourrait plus que tripler pour représenter, en 2030, 27 000 milliards de dollars, et la part des échanges dans l'économie mondiale passera du quart aujourd'hui à plus du tiers : une progression qui devrait être pour moitié environ le fait des pays en développement. Ces pays qui, voilà une vingtaine d'années seulement, fournissaient 14 % des importations de produits manufacturés des pays riches en assurent aujourd'hui 40 %, et en fourniront probablement plus de 65 % à l'horizon 2030. Dans le même temps, la demande des pays en développement en matière d'importations s'impose peu à peu comme un élément moteur de l'économie mondiale.

Mais le mouvement continu d'intégration des marchés va, au niveau planétaire, exposer davantage l'emploi aux pressions de la concurrence. "Avec l'expansion des échanges et la diffusion rapide des technologies vers les pays en développement, les employés non qualifiés du monde entier, de même que certains travailleurs non manuels moins qualifiés, vont être confrontés à une concurrence croissante par delà les frontières", a noté à cet égard Uri Dadush, directeur du

Groupe d'études des perspectives de développement et du Département du commerce international de la Banque mondiale. "Au lieu d'essayer de préserver les emplois existants, les pays doivent soutenir les travailleurs touchés par les restructurations et leur fournir de nouvelles opportunités. Améliorer l'éducation et assouplir encore le marché du travail constituent un élément essentiel de la solution à long terme."

On s'attend à ce que plus de personnes puissent bénéficier de la mondialisation : à l'horizon 2030, la Banque estime à 1,2 milliard le nombre d'habitants des pays en développement - 15 % de la population du globe - qui feront partie de ce qu'elle appelle la " classe moyenne planétaire ", contre 400 millions aujourd'hui. Les personnes dans cette catégorie disposeront d'un pouvoir d'achat de 4 000 à 17 000 dollars par tête et seront à même d'effectuer des voyages à l'étranger, d'acheter des voitures et autres biens de consommation haut de gamme, d'atteindre un degré d'instruction de niveau international et de contribuer de façon majeure à façonner les politiques et les institutions dans leur propre pays et au niveau de l'économie mondiale.

Par ailleurs, le rapport avertit que la prochaine vague de mondialisation intensifiera pro-

bablement les pressions sur ce qu'on appelle le "patrimoine mondial", et les progrès à long terme pourraient s'en trouver compromis. Les pays vont devoir faire un effort concerté pour renforcer leur rôle dans les domaines mettant en jeu les biens publics mondiaux, qu'il s'agisse de réduire le réchauffement planétaire, d'endiguer les maladies infectieuses comme la grippe aviaire, ou encore d'empêcher la destruction des ressources halieutiques mondiales. Selon le rapport, le réchauffement planétaire constitue un risque grave. La hausse de la production signifie que les émissions annuelles de gaz à effet de serre augmenteront de l'ordre de 50 % d'ici à 2030, et qu'elles doubleront probablement d'ici à 2050, en l'absence de réformes de grande portée. Pour éviter cela, les politiques à mettre en œuvre devront promouvoir une croissance "propre", de manière à restreindre les émissions à des niveaux qui finiront par se traduire par une stabilisation des concentrations dans l'atmosphère. En outre, les pays pauvres auront besoin d'appui au titre de l'aide au développement pour pouvoir s'adapter aux changements à venir sur le plan environnemental, et un soutien devra notamment leur être fourni pour qu'ils puissent participer au marché du carbone.

Les auteurs du rapport concluent que les défis posés par le processus accéléré de mondialisation imposent de nouveaux fardeaux aux responsables nationaux de même qu'aux autorités internationales. Sur le plan national, les dirigeants doivent veiller à ce que les pauvres soient parties prenantes à la croissance en consentant les investissements voulus dans ce sens en matière d'éducation, d'infrastructures et de dispositifs d'appui aux travailleurs touchés par les restructurations. Il s'agit pour eux d'investir dans leur main-d'œuvre et de la soutenir, en encourageant par là même le changement au lieu d'y résister.

À l'échelon international, les auteurs du rapport appellent à un renforcement des institutions pour traiter des facteurs qui sont une menace pour le patrimoine mondial. Ils demandent en outre un accroissement et une amélioration de l'aide au développement. La réduction des barrières aux échanges est également un élément essentiel, car elle peut ouvrir de nouvelles possibilités pour les pays à faible revenu et les pauvres. Comme l'a déclaré M. Dadush à cet égard : "Il est urgent de relancer le cycle de négociations multilatérales de Doha et de conclure un accord qui soit bénéfique aux pauvres."

**Pour plus d'informations sur les conclusions du rapport et les sur les perspectives de la Banque mondiale pour l'économie mondiale, consultez :**

[www.worldbank.org/perspectives](http://www.worldbank.org/perspectives)  
[www.worldbank.org/prospects](http://www.worldbank.org/prospects)  
[www.worldbank.org/gep2007](http://www.worldbank.org/gep2007)